

Mission UCGL Descriptif

Au vu de la situation en Syrie et de ses impacts sur les déplacements de personnes (près de 4M de déplacés internes et plus d'1M de personnes ayant passé les frontières)

En réponse à des demandes d'autorités locales et sous l'impulsion de son président Mr TOPBAS qui est aussi maire d'Istanbul CGLU a décidé d'organiser une « mission pour la paix en Syrie »

La communauté internationale a annoncé un énorme effort pour aider à faire face à la crise. L'aide est basée sur le système des Nations Unies et le soutien des grandes ONG mais aussi comme demandé par les Syriens sur les réseaux locaux de solidarité.

Les objectifs de la mission ont été identifiés comme suit :

- Apporter un message de solidarité de la part des élus des gouvernements locaux de CGLU
- Rencontrer les officiels sur le terrain pour identifier les besoins des autorités locales qui reçoivent les réfugiés
- Explorer les possibilités d'un suivi et d'un soutien effectif aux autorités locales concernées.

Les participants étaient des officiels français turcs hollandais et canadiens ainsi que des représentants d'associations de gouvernements locaux

Nous avons au cours de cette mission rencontré des représentants maires ou gouverneurs des provinces ou des autorités locales qui doivent faire face à la pression accrue (le terme « burden » utilisé est plutôt « fardeau ») qu'impose l'afflux croissant de réfugiés sur leurs moyens et leurs finances

Partout nous avons été reçus chaleureusement et avec une disponibilité sans faille.

Voici donc un petit compte rendu des huit jours qu'ont duré cette mission Turquie Jordanie. Elle s'est prolongée au LIBAN mais pour des raisons de conditions de sécurité jugées insuffisantes je n'ai pas participé à cette partie Liban. J'ai été accompagnée par la directrice des relations internationales et ensuite par le chef de la mission humanitaire de PACA . Ce rapport n'est pas un rapport officiel et n'est pas destiné à être communiqué.

Turquie

Le pays qui est habitué à faire face à des catastrophes d'origine naturelle en particulier les tremblements de terre est organisé pour faire face aux crises humanitaires et répond intelligemment et efficacement à la pression imposée par l'accueil des réfugiés syriens. Les élus et services que nous avons rencontrés disent avoir acquis au fil du temps une expérience et ils envisagent d'ailleurs aujourd'hui de mieux la valoriser : Il est question d'organiser « une plate- forme gouvernementale de gestion des catastrophes » avec un centre de coordination des désastres à Ankara.

La Région PACA a, dans le cadre d'un appel à projet européen, mis en place un dispositif de gestion des crises humanitaire « Medacthu » associant plusieurs régions méditerranéennes avec utilisation d'un site web dont l'objectif est de mettre en face besoins et réponses possibles. La Région pourrait

participer à l'élaboration de cette plateforme et partager son expérience avec la Turquie. En tout cas l'idée est bien accueillie par les officiels turcs.

L'accueil des réfugiés en Turquie

En Turquie les gens franchissent la frontière légalement en se présentant aux postes frontières. Certains réfugiés ont des papiers et des ressources qui malheureusement se réduisent au fil du temps... d'autres n'ont rien.

Lorsqu'ils se présentent à des points frontières surveillés les réfugiés syriens sont « enregistrés ». On leur délivre alors une carte, une sorte de passeport officieux qui leur donne des droits et l'accès à un certain nombre de services : soins éducation nourriture transports...

Ils la franchissent également illégalement pour certains qui en général sont totalement démunis. Il est alors difficile d'avoir une estimation précise du nombre de personnes sur le territoire. Ils se perdent dans la nature, hébergés chez l'habitant ou louant des logements tant que leurs ressources le leur permettent... On voit des tentes installées dans les jardins de particuliers ou le long des routes...

Les gens se répartissent apparemment librement selon leurs souhaits mais aussi selon leurs moyens entre des installations en ville et les camps. En ville (ils sont des « **urban refugees** ».) Ils sont souvent accueillis bénévolement par les familles qui font preuve d'une grande générosité.

Ils peuvent également choisir d'aller dans **les camps**. Une fois installés dans ces camps ils ont quand même la liberté de circuler pour se rendre en ville à certaines heures.

Pour ceux qui ne sont pas enregistrés, des bureaux existent où ces formalités ont lieu. On les incite autant que possible à le faire. Nous avons visité un de ces bureaux. Les conditions d'accueil sont bonnes.

Les camps ont des chiffres et des données exacts sur les populations et les services rendus.

J'ai été impressionnée par l'organisation Turque -au moins au niveau de ce qui nous a été montré-.

En ville la prise en charge est assumée par les administrations mais aussi par l'ensemble de la population : nous avons visité une maison prêtée par son propriétaire pourtant manifestement peu aisé : Une famille avec 10 enfants, la mère attend le 11ème dans deux pièces à vivre, des conditions difficiles mais un toit sur la tête une cuisine ...Les gens prêtent facilement leurs résidences secondaires ou autres logements. La solidarité auprès de leurs « frères » et voisins est clairement et systématiquement revendiquée par les élus et officiels (nous avons rencontré des maires des gouverneurs des sous gouverneurs), par les services chargés de gérer cette crise, par les gens eux-mêmes, comme étant la traduction de leur culture, une culture de générosité, et surtout conforme aux principes de leur religion.

En gros ils sont fiers de ce qu'ils font. Les formules du style « vous ne pouvez pas dormir quand votre voisin a faim » ou « ce que vous partagez vous grandit » nous ont accompagné tout au long de cette mission. Les personnels des services qui sont mis à contribution pour supporter cet énorme effort qui est demandé aux administrations à différents niveaux nous sont présentés comme faisant des heures sup non payées et donc comme étant tous des volontaires bénévoles pour gérer la crise. Ce

qui, nous fait-on souvent remarquer, ne serait pas possible dans la plupart des pays européens qui demanderaient à être payés !...

A Gaziantep ou à Antakya villes du sud proches de la frontière syrienne, des écoles, des centres de soin les transports mais aussi l'accès à la culture et au sport par exemple sont organisés pour les familles.

Les syriens sont si possible employés par les municipalités : ils ont le droit de travailler lorsqu'ils sont régulièrement « enregistrés » et on nous a donné l'exemple de l'ex maire d'Alep réfugié à Gaziantep employé par la mairie !... Mais « qui refuse de s'exprimer là-dessus auprès des médias »

Un paradoxe : Ce sont les habitants type « upper middle class » qui ont le plus à perdre et qui sont le plus affectés par la dégradation de leur qualité de vie en particulier lorsqu'arrivant au terme de leurs possibilités financières ils se voient éventuellement contraints de quitter la ville et rejoignent les camps, perdant du coup leur autonomie.

Nous avons questionné une famille en train de s'enregistrer dans des bureaux en centre-ville l'organisation est décrite par les syriens comme satisfaisante.

Pour les écoles, les cours sont donnés par des enseignants syriens et des cours de turc pour les parents qui le souhaitent sont prévus pour faciliter l'intégration des familles.

Nous avons visité une école à Gaziantep qui accueille un millier d'enfants environ et rencontré les parents : Tout nickel ! les classes impeccables les gamins au garde à vous... surréaliste.... Ramassage scolaire des enfants à leur domicile.

Les revendications des syriens que nous avons rencontrés lors de la visite de cette école pendant une de ces classes de turc portent souvent- au-delà des besoins de base qui semblent vaille que vaille à peu près satisfaits- sur l'absence de possibilité de formation pour ceux qui ont un cursus en cours ou souhaitent évoluer professionnellement.

Des visites de deux camps ont été organisées nous avons pu aller et venir librement rencontrer des représentants de la communauté syrienne et là aussi compte tenu des circonstances la situation semble bien sous contrôle.

Dans les camps toujours pour ce que nous en avons vu (- bien sûr ce sont des camps ! souvent des tentes entre 14 et 18m²)- c'est également géré avec efficacité : Les tentes ont deux pièces posées sur un sol en dur, c'est chauffé ils ont une cuisine et préparent leur repas. Activités école sport c'est propre, surveillé, (caméras de vidéo surveillance) et un comble ! les gens ont l'air plutôt satisfaits et reconnaissants envers leurs voisins turcs, (au moins dans les camps que nous avons visités...) Peut-être est-ce en rapport avec le contexte et l'aggravation des conditions de l'autre côté de la frontière, évolution qu'ils suivent attentivement via les contacts qu'ils ont régulièrement par téléphone avec leurs proches.

Dans les camps les familles peuvent recevoir des invités et les regroupements sont facilités

L'effort turc pour gérer cette crise se monte à plus de 700 000 dollars. Ils disent même qu'il s'agit d' un milliard de dollars si on intègre tous les couts induits.

« CELA DIT...

J'ai été en permanence partagée entre admiration et perplexité.

Nous avons eu des réunions avec je ne sais plus combien d'interlocuteurs en 4 jours et cette semaine a été un vrai marathon. Partout nous avons été accueillis avec des discours qui étaient tellement bien rôdés avec les mêmes phrases voir les mêmes mots que c'était assez étrange. Par exemple lorsqu'ils parlent des réfugiés syriens ils parlent de leur plaisir d'accueillir leurs « invités » « temporary guests » (pas question de parler de réfugiés) et chaque intervention se conclue par un commentaire sur l'action exemplaire de la Turquie. Le discours est à ce point convenu qu'on ne peut s'empêcher d'avoir des mauvaises pensées et d'imaginer qu'il y a là une opération de communication très au point qui pourrait avoir pour but de montrer au monde mais surtout à l'Europe combien le pays est généreux et compétent. Cela dit l'efficacité est là. Au moins encore une fois pour ce qu'on nous montre puisque nous sommes toujours pilotés encadrés...

Tout a toujours été organisé à la minute près avec escortes, journalistes attendant appareil photo à la main à chaque rencontre, personnel en rang et au garde à vous dans chaque gouvernorat bureau ou mairie. En ce qui me concerne (peut-être parce qu'issue d'une culture latine bien différente) je me suis sentie parfois mal à l'aise.

Le discours en réponse à nos questions sur le rôle que pouvait avoir CGLU pour aider a été principalement que « tout était sous contrôle. »

Une phrase entendue systématiquement : « Les réfugiés vivent une expérience très traumatisante. Ils ne peuvent pas être ici aussi bien que chez eux. Mais la communauté internationale doit apprendre de la façon dont nous gérons cette épreuve »

Par ailleurs le joli nom d « 'invités temporaires » sur l'utilisation duquel les turcs insistent tellement « temporary guests » prive les réfugiés des droits que confère ce statut de réfugié dans le cadre de la convention de Genève et accroît de fait leur vulnérabilité

C'est une remarque que j'ai faite au cours d'une réunion mais à laquelle il n'a pas été répondu.

Petit à petit en réponse à certaines de nos questions, en gros « **combien de temps pourrez- vous tenir ?** » le discours a été assez vite complété par l'énumération d'un certain nombre de besoins et par des commentaires sur **l'insuffisance de l'aide internationale**. Les turcs affichent leur capacité à assumer« aussi longtemps que ce sera nécessaire » ou disent « nous reculerons les limites » (ils en sont à l'accueil de 700 000 « temporary guests ») mais admettent quand même que si on voulait bien attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation en Syrie ce serait une action utile. Situation qu'ils estiment **être insuffisamment médiatisée** et donc insuffisamment traitée par la dite communauté internationale pour ce qui est de **l'aspect humanitaire** ... Et c'est vrai que ce ne serait que justice.

Nous avons souvent entendu que ce qui est en jeu **c'est la responsabilité de la communauté internationale. Que ce qui est engagé c'est un conflit qui a une importance géostratégique de grande dimension et que cet enjeu se situe à l'échelle mondiale.**

Ils nous demandent « d'arrêter le massacre » et « d'agir politiquement »

Pour revenir à la réponse sur les besoins auxquels nous pourrions répondre nous avons cela dit également entendu que toutes les actions de soutien même les petites seraient les bienvenues

Les besoins qui reviennent souvent : Des véhicules, des ambulances, des camions pour la collecte des déchets...Avec un commentaire sur le fait que même usagés ils peuvent être réparés ici à bas prix.

Réponses apportées à quelques questions que nous avons posées :

A la question « Et si une partie des réfugiés reste sur le territoire Turc ? » Réponse « Non ils veulent tous rentrer chez eux.. . Mais ils savent qu'ils peuvent si ils le veulent rester » (pourtant les demandes d'asile ont paraît-il explosé)

« Y a-t-il un rejet possible de la part de la population ? » « C'est très rare. Nous les turcs avons une forte culture d'hospitalité ! » Et c'est suivi par un commentaire sur le fait qu'ils espèrent bien que nous, collectivités, fonctionnons de la même manière !...

Autre commentaire systématique : « Vous verrez : C'est pas comme ça en Jordanie ou au Liban »

Sur le fonctionnement de tout ça.

Le gouvernement est omni présent par le biais de l'agence « de l'urgence et des désastres » **AFAD** si tant est que je puisse traduire emergency and disasters... Avec un ministre en charge des camps. Cette agence a des représentants auprès de toutes les autorités locales et a mis en place des directeurs des réfugiés (il y a un director of disasters control management) qui sont placés dans certaines villes.

Cette agence l' AFAD finance les camps et soutient les collectivités sur lesquelles pèse le poids des réfugiés qui sont en ville. Elle contrôle en fait tout. Il semble que les collectivités soient très dépendantes financièrement et politiquement .

Entre elles Les collectivités sont décrites comme étant solidaires et il y aurait une aide mutuelle. Un gouverneur coordonne les différentes directions des différentes municipalités concernées

A mesure que le nombre des réfugiés augmente il faut les « distribuer » dans plus de villes. Et ouvrir de nouveaux camps.

Les collectivités locales contribuent à l'effort de l'Etat en fonction de leurs compétences et de leurs moyens. Pour une grosse ville riche comme Gaziantep pas trop de problème mais ce n'est pas le cas pour toutes et certaines ont du mal à faire face entre autres en matière de collecte des déchets, dans les écoles, et pour répondre à la demande d'accès aux soins. **Les réfugiés dans les camps ne pèsent pas sur le budget des collectivités mais ceux qui sont dans les villes si.**

Lors de notre dernier jour en Turquie nous apprenons presque par hasard lors d'une réunion que les frontières sont en partie fermées et que des **syriens sont coincés côté Syrie**. Sujet qui avait été

totallement évacué par nos interlocuteurs jusqu'à présent. Les autorités turques disent répondre à leurs besoins dans la mesure du possible mais les informations sont partielles et peu détaillées. Le rôle des ONG n'est pas ou peu évoqué. **Nous posons la question de la possibilité d'une zone libre. Pour l'instant il est fait référence à une « zone tampon »**

L'ONU d'après ce que disent les turcs n'interviendrait pas côté Syrien où sont massés des déplacés dans des villages car c'est là que sont concentrés les partisans de l'opposition.

A noter une constante : Les turcs insistent à chaque rencontre sur le caractère **uniquement humanitaire** de leurs interventions et renouvellent leur formelle intention de **rester politiquement totalement NEUTRES**. Ils racontent avoir soigné dans leurs hôpitaux plus de 70 militaires pro Assad, des officiers qui avaient été blessés et qui ont pu ensuite repartir côté syrien.

Sur le plan de leurs besoins : pour récapituler : Le discours est qu'en Turquie les problèmes de logistique et d'organisation sont sous contrôle. « Ce dont nous avons besoin c'est de cash d'équipements et de matériel »

En conclusion

J'ai perçu un certain agacement chez nos interlocuteurs à qui nous aussi, selon un discours bien rodé, nous posons systématiquement la question de savoir quels étaient leurs besoins, et je rapporte une phrase que j'ai notée venant d'un élu rencontré :

« Quand vous nous demandez quels sont nos besoins je voudrais rappeler que ce ne sont pas les premiers réfugiés et qu'on sait globalement ce dont un réfugié a besoin. » (!)

Ils rappellent aussi qu'ils ont vu passer une cinquantaine de délégations en tous genres et qu'après les paroles il n'y a pas eu beaucoup d'actions concrètes

En Jordanie

Nous avons été pilotés par l'association ACTED qui nous a accompagnés sur les trois jours en Jordanie. Comme en Turquie certaines familles ou individus passent à des postes frontières et sont légalement enregistrés d'autres passent la frontière sans rien illégalement et se perdent dans la nature.

Le pays commence à trouver ses limites et ne pourra pas accepter beaucoup plus de réfugiés.

D'une part un problème se pose en ville où la population locale se retrouve **en concurrence** avec les réfugiés, à la fois pour ce qui est de **l'utilisation des services fournis par les collectivités** mais aussi **pour les emplois**. Les réfugiés acceptant des rémunérations inférieures au marché. Par ailleurs des problèmes de sécurité avec des cas de viols et d'agressions se posent, de plus en plus aigus...

Il y a donc un rejet de la part des populations locales qui pourrait à terme déboucher sur des situations de violence accrue avec l'impossibilité pour les autorités locales d'assumer l'augmentation des charges de fonctionnement qui pèse sur elles.

Nous avons pu écouter là aussi les demandes de représentants de la communauté syrienne qui se plaignent de manque d'accès aux soins, de ne pas avoir de travail, de l'insuffisance de scolarisation des enfants voire même d'être obligés d'aller dans les camps faute de se voir assurer le minimum en matière de logement, d'eau et de nourriture...

Le problème de la ressource en eau est une des questions les plus sensibles compte tenu du peu de ressources en eau sur le territoire Jordanien et de l'arrivée proche de la période chaude.

D'une manière générale les communes peuvent voir leur population doubler voire tripler avec en plus un poids supplémentaire qui est la nécessité d'accueillir les ONG ou les contingents militaires

Sur les (environ) 300 000 réfugiés (mais certains décomptes disent maintenant 450 000) qui se trouvent sur le territoire jordanien en majorité au nord, plus de la moitié sont répartis dans les villes et 120 000 sont concentrés sur le territoire du camp de Zaatari .

Le camp de Zaatari

Construit initialement pour accueillir 5000 personnes il y a 9 mois ce camp concentre aujourd'hui 120 000 réfugiés environ, dans des conditions à ce point précaires à tous points de vue que certains d'entre eux préfèrent retourner sous les bombes plutôt que de rester.

Une foule désœuvrée d'une densité incroyable qui passe son temps à déambuler dans la poussière puisque le camp est construit sur un espace désertique et que les routes ne sont pas goudronnées. Beaucoup d'enfants (la moitié de la population des camps a moins de 18 ans)

La région PACA a débloqué un fonds de 500 000 euros l'été dernier pour améliorer les conditions d'existence dans ce camp. Le HCR a été destinataire de cette aide avec dans un premier temps le déblocage de 100 000 euros

Nous avons pu également acheminer de l'aide humanitaire via nos ONG. Une aide plus particulièrement ciblée vers les populations les plus vulnérables femmes et enfants. Il s'agissait de matériel médical et para médical de couches de chaussures pour enfants...

Actuellement et compte tenu de la vitesse à laquelle ce camp s'est rempli, l'administration par le HCR a répondu à l'urgence mais objectivement les conditions sont assez désastreuses.

Nous avons là aussi rencontré des représentants de la communauté syrienne. Des représentants de communauté villageoises qui sont des élus sur leurs territoires et qui se sont constitué en une sorte de comité désigné en fonction de représentations géographiques mais n'a pas été élu sur place. Leurs revendications portent sur tous les domaines mais surtout les problèmes de l'eau, de la nourriture des sanitaires, de la sécurité... Ils dénoncent un manque d'organisation et d'information : Ou trouver les couvertures quels horaires pour l'accès aux soins (sortes d'hôpitaux dans le camp mais qui un coup sur deux n'ont pas de médicaments ou sont fermés) A qui s'adresser, où ?...

Scolarisation seulement prévue pour les petits. Après ?

Le comité de ces représentants syriens tient à nous dire qu'en Syrie la paix est possible. Que les syriens n'ont pas de problème pour vivre ensemble. Que le problème c'est le régime.

Une énorme ville de tentes mais de tentes « d'été » la toile est peu épaisse... arrimées à même la terre avec toutes les conséquences quand il pleut en terme d'inondation ... Accès à deux repas par jour et une ration de 35 litres d'eau qu'il est prévu de réduire encore pendant la période d'été. Le ravitaillement est fait par des camions citernes qui tournent en permanence. Compte tenu des problématiques de déchets et d'assainissement et du manque de réseaux les nappes phréatiques seront immanquablement polluées. Des trous d'eau croupissante autour des tentes. Emergence d'épidémies. On nous a parlé de typhus et de variole... (smallpox)... Des sortes de rues mais pas une seule indication : pas de numéros de rues pas de numéros de tentes et surtout à la question que j'ai posée à ACTED sur la manière dont sont distribuées les rations d'eau ou de nourriture pas de moyens pour contrôler quoi que ce soit. Certains vont aller deux fois et toucher deux rations. Les autres les plus faibles n'auront rien. Petits marchés illégaux vente de poulets qui viennent d'on ne sait où petits trafics et organisation d'une sorte de marché dans le camp, mais aussi gangs vols rackets. Pas de possibilité de vidéo surveillance car les caméras seraient immédiatement détruites...

Les réfugiés sont emprisonnés, Il y a une clôture discontinue mais des engins blindés disposés tous les 100ms surveillent jour et nuit. Les réfugiés peuvent sortir avec une autorisation qui leur est délivrée en particulier si ils sont parrainés par un jordanien.

Pas de station de traitement des eaux usées insuffisance des sanitaires. Le chef de la mission humanitaire a collecté les chiffres suivants :

En clair il faut nourrir (deux repas par jour et par personne, soit 200 000 repas par jours) faire boire et apporter l'eau sanitaire (5 000 000 litres d'eau soit 5 000 m³, soit 350 camions par jours soit 1 camion toutes les deux minutes) , ressortir les eaux usées qui représentent à peu près la moitié des apports soit (1 camions en sortie toutes les quatre minutes) . Ces déplacements sont assurés par des compagnies Jordaniennes qui sont en position de force conduisant à une augmentation du cout de l'eau dans un pays ou cette ressource est extrêmement rare.

Le premier des enjeux s'est de mettre en place comme le reconnait le HCR une ORGANISATION CENTRALE. Il y a principalement une absence de GOUVERNANCE. Une présence de police sur le camp existe mais elle est insuffisante.

Réunion avec le HCR.

Le directeur du camp est un américain nouvellement en poste qui prévoit d'une part de stabiliser la population du camp, (d'autres camps sont en construction) d'autre part de remplacer les tentes par du préfab d'ici juillet.

L'organisation de cette « ville » est sa priorité et si des compétences sont disponibles dans ce domaine (urbanisme par ex) il dit être preneur. Nécessité par ex de fabriquer une sorte de cadastre.

Le UNHCR dit que le problème ne se situe pas en termes de moyens financiers mais qu'ils ont plus **besoin d'expertise.**

Il est prévu d'organiser une représentation élue des comités syriens et de les faire participer à cette construction pour qu'ils se l'approprient. Et de mettre en place des comités de quartier.

Le constat optimiste est fait qu'il y a une réserve d'initiatives et de talents mais qu'ils sont « éparpillés » Ex de projet : mettre en place des ressourceries des recycleries .

La période chaude va arriver et la situation doit absolument s'améliorer et le camp s'organiser sinon cela deviendra invivable.

CGLU présentera un rapport sur cette mission. Je ne peux pas me prononcer sur ce que sera la teneur de ce rapport .

En revanche quelques pistes ont été évoquées. Les principales :

Après communication et appel à la communauté internationale et au réseau CGLU conception et mobilisation d'un fonds qui serait affecté à la gestion de l'accueil des réfugiés syriens

Pour nous Région continuer l'action humanitaire engagée

Mettre en place des partenariats de type coopération avec certains territoires.